

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
AR/AB

A R R E T E
N° 931299 du **19 AOUT 1993** portant
autorisation d'exploiter au titre des installations classées
Société E.C.I.A. à CERNAY

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU** la demande présentée le 29 octobre 1992 par la Société E.C.I.A. dont le siège social est Pont de Gland B.P. 79 à 25402 AUDINCOURT CEDEX, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un atelier de fabrication de volants de véhicules, 35 rue de l'Europe à CERNAY ;
- VU** le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT** que cette installation constitue un établissement classé soumis à autorisation visé aux n°s 271-1°, 405 B.1.a, 1158 de la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 930064 du 15 janvier 1993 portant ouverture de l'enquête publique ;
- VU** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 8 février 1993 au 8 mars 1993 à CERNAY ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 931067 du 15 juillet 1993 prorogeant le délai d'instruction de la demande ;
- VU** les avis du commissaire enquêteur, des Conseils Municipaux de SCHWEIGHOUSE-près-THANN, CERNAY, REININGUE, WITTELSHEIM, VIEUX-THANN et des Services Techniques ;
- VU** le rapport du 7 mai 1993 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU** l'avis du 27 mai 1993 du Conseil Départemental d'Hygiène ;
- SUR** proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

I. GENERALITES

1°) Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront aux installations exploitées par la société E.C.I.A, Siège Social, Pont de Gland 25400 AUDINCOURT, sur le site 35 rue de l'Europe 68700 CERNAY.

La présente autorisation d'exploitation vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

- Matières plastiques (fabrication des) par tous procédés, 1) la capacité de production étant supérieure à 100 T/an	271/1°	A	Consommations journalières 4 500 kg de polyol et 3 100 kg d'isocyanate 12 000 volants/j
- Peintures, Application à froid de liquides inflammables de 1ère catégorie. B) 1°) l'application étant faite par pulvérisation. a) la quantité de vernis pouvant dépasser journallement 25 l.	405/B/1/a	A	Consommation journalière 840 Kg/jour
- Stockage de diisocyanate de diphenylméthane (MDI) 20 T < Q < 200 T	1158	A	Quantité après extension : 24 + 30 T en citernes
- Liquides halogénés ininflammables pour tous usages. 2) la quantité de solvant utilisé ou traité simultanément étant comprise entre 50 l et 1 500 l.	251/2°	D	Volume dans l'atelier 2 x 460 l
- Peintures, Application à froid de liquides inflammables de 2ème catégorie. A) 1°) l'application étant faite par pulvérisation.	405/A/1°	D	Etat après extension : 216 Kg/jour

D'autre part, les installations classées reprises dans le tableau ci-dessous sont soumises aux arrêtés types des rubriques correspondantes de la nomenclature, à la date de dépôt des demandes :

- Atelier de charge d'accumulateurs n'ayant pas de plaque à réformer, la puissance maximale du courant continu étant supérieure à 2,5 kw	3/1°	D	puissance 90 kw
- Emploi de matières plastiques par injection , la distance des immeubles habités par des tiers étant supérieure à 20 mètres	272/A/2	D	capacité de production de 750 pièces/jour Stockage de 2 x 36 T
- Fonderie de l'Aluminium	284/2°	D	puissance 4 x 240 kw charge de 300 kg
- Compression , installation fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, B) 2°) la puissance absorbée étant comprise entre 50 et 500 kw	361/B/2°	D	puissance de 147 kw + 104 kw
- Liquides inflammables (dépôt de) B) liquides inflammables de la 1ère catégorie A) liquides inflammables de la 2ème catégorie	253(B,C)	D	stockage en fûts capacité maximale 28m ³

En outre, l'activité nécessite l'implantation des installations connexes suivantes non classables dans les rubriques compte tenu de leur importance :

- Installation de combustion utilisant le gaz naturel puissance thermique 688 KW (153 bis) ;
- Travail mécanique des métaux par formage, nombre d'ouvriers égal à 2 (281) ;
- Application à froid de liquides inflammables de la 1ère catégorie "au trempé", la quantité dans l'atelier étant inférieure à 20 litres (405) ;
- Dépôt de matières plastiques (Distance supérieure à 30 m des limites de propriété et de tout local habité par des tiers) (272/bis) ;
- Dépôt aérien de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie, la capacité nominale totale étant de 1,7 m³ (253)

2°) Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers de demande d'autorisation sauf dispositions contraires du présent arrêté.

3°) Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

4°) Accident – Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

– L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

5°) Modification – Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

6°) Abandon de l'exploitation

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

7°) Disposition particulière

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 99 069 du 10 septembre 1992 sont abrogées.

II. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

1°) Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés devront être traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). Le cas échéant des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

2°) Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devront être dimensionnés en hauteur et en section conformément aux règles qui leur sont propres :

- circulaire et instruction du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas d'installations émettant des poussières fines ;

- arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

3°) Dispositions particulières

- Les cabines de moussage seront équipées de filtres secs sur l'air extrait d'une efficacité minimale de 86 % vis à vis des pigments (extraits secs). Le flux en solvants devra être tel que la concentration au rejet exprimée en carbone total soit inférieure ou égale à 150 mg/m^3 , le débit d'extraction étant de $140\,000 \text{ m}^3/\text{h}$.

- Les installations de dégraissage au Chlorure de méthylène sont équipées d'un système de condensation des vapeurs produites ; dans un délai de 2 ans, l'industriel transmettra à l'Inspection des Installations Classées une étude technico-économique concernant la possibilité de réduire le flux rejeté en vue de respecter au rejet une concentration en Chlorure de Méthylène inférieure à 150 mg/Nm^3 .

– Les émissions captées sur les postes d'application au trempé de l'apprêt devront respecter les valeurs suivantes :

Pour un débit de 1 100 m³/h d'air extrait :

* concentration en trichloréthane inférieure ou égale à 20 mg/m³ (exprimée en carbone) ;

* concentration des composés organiques valeur limite globale 150 mg/m³ (exprimée en carbone total).

4°) Bilan d'utilisation des produits (solvants, Agents de moussage.

L'exploitant s'efforcera de limiter et de rationaliser l'usage des produits volatils en vue de réduire au mieux les émissions.

Il établira chaque année un bilan de sa consommation en solvants et en agents de moussage.

III. PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

1°) Principes généraux

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organisera par consigne la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75 633 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

2°) Caractérisation des déchets

L'exploitant mettra en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

– les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés peuvent être traités comme les ordures ménagères ;

– les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement doivent faire l'objet de traitements particuliers garantissant tout risque de pollution.

3°) Stockage interne

Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques. Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

4°) Elimination – valorisation

4.1. Le recyclage des déchets en fabrication devra être aussi poussé que techniquement et économiquement possible. La valorisation de déchets tels que le bois, papier, carton, verre... devra être prioritairement retenue.

4.2. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

4.3. L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi 76663 du 19 juillet 1976.

4.4. Chaque lot de déchets spéciaux, expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

4.5. Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret n° 79981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

5°) Bilans

L'exploitant devra tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portés :

- leur nature et leur origine,
- les quantités produites,
- la date et le mode d'enlèvement utilisé,
- leur destination et le mode d'élimination prévu.

Ce registre sera tenu pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

6°) Etude Déchets

La société E.C.I.A réalisera et remettra à l'Inspection des Installations classées selon l'échéancier prévu ci-après, une étude approfondie du mode de génération, des possibilités de valorisation, de recyclage et du choix optimal des filières d'élimination des déchets.

Cette étude sera réalisée en trois étapes :

- dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté : description de la situation existante en matière de gestion des déchets dans l'établissement, incluant la projection sur la montée en puissance des activités du site ;
- dans un délai de 2 ans et demi suivant la notification de l'arrêté, étude technico-économique des solutions alternatives pour la gestion des déchets dans l'établissement ;
- dans un délai de 3 ans et demi : présentation et justification technico-économique des choix retenus pour la gestion des déchets.

IV. PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

1°) Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulation du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

2°) Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutentions et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

3°) Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4°) Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT en dB (A)		
	jour 7h à 20h	- périodes inter- 6h à 7h-20h à 22h - dimanches et jours fériés	nuît 22h à 6h
en limite de propriété	65	60	55

V. PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

1°) Prélèvements d'eau

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau d'eau industrielle sera distinct du réseau d'eau potable et son branchement sur le réseau d'alimentation sera muni d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable.

2°) Collecte des effluents liquides

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchements, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

3°) Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

3.1. Egouts et canalisations

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans la mesure du possible dans des endroits visibles et accessibles.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques... .

3.2. Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,
- 50 % de la capacité globale des récipients associé.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockage de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

3.3. Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie des zones où elles sont susceptibles d'entraîner des substances toxiques ou nocives devront pouvoir être confinées dans un volume étanche de dimensions appropriées.

3.4. Postes de chargement ou de déchargement

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements des liquides inflammables toxiques ou nocifs seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou écoulements avant leur arrivée dans le milieu naturel récepteur.

4°) Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement

4.1. Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égout, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

4.2. Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront rejetées dans le réseau communal pour traitement à la station de la ville de Cernay.

4.3. Eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures pourront être rejetées directement en puits filtrant.

Les eaux pluviales ayant ruisselé sur les aires de stationnement du parking principal transiteront avant rejet au milieu naturel par un séparateur décanteur.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de chargement déchargement de produits liquides des cuvettes de rétention seront rejetées au réseau communal, leurs caractéristiques devront être compatibles avec les exigences de celui-ci en vue du traitement en station.

4.4. Eaux de refroidissement

Le circuit de réfrigération sera de type fermé. La purge cyclique transitera par un séparateur décanteur avant évacuation vers le réseau communal. Les caractéristiques de cette eau devront être compatibles avec le traitement en station.

En particulier le traitement au chrome VI du circuit fermé est interdit.

5°) Prévention de la pollution des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines en aval de l'installation sera contrôlée par un ou plusieurs piézomètres conformément à l'étude hydrogéologique présentée.

VI. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

1°) Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement sera assurée soit par un gardiennage soit par des rondes de surveillances ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

2°) Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

3°) Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier les mesures suivantes seront retenues :

- Accès, voies et aires de circulation : A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de son établissement.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

4°) Mesures constructives

- Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme...) adaptées aux risques encourus.

- Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles. Les exutoires de fumées devront représenter une surface minimale de 1/100 de la surface du local de fabrication.

- Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88 1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

- Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Les règles d'installation des paratonnerres sont définis par la norme NFC 17100 homologuée du 5 janvier 1987.

5°) Exploitation

Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces dispositions devront être clairement apparentes.

Un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées listera les produits stockés, les quantités, les lieux de stockage... .

6°) Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie (déclenchement des têtes sprinckler).

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...), ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

7°) Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés mise en oeuvre. Ce réseau couvrira l'ensemble des ateliers à l'exception de la chaufferie et de la fonderie ;

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux, à raison d'un appareil par 250 m² ;

- d'un réseau d'eau incendie alimentant 4 poteaux normalisés (PIN) diamètre 100 mm pouvant être utilisables simultanément, des robinets d'incendie armés installés de sorte que tout point de l'atelier où se trouve des liquides inflammables puisse être éteint par 2 jets de lance en directions opposées.

L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel.

Tous ces équipements ainsi que les organes mise en sécurité des installations comme les Vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

8°) Consignes d'exploitation

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celle-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques entre autre (le stockage, l'utilisation de MDI, de solvants.), auront des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, ou en période d'arrêt ;

- Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 3 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

9°) Prévention

Dans les zones à risques d'incendie, d'explosion, les feux nus sont interdits ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles.

Les travaux nécessitant la mise en oeuvre de flamme ou d'appareils visés ci-dessus dans ces zones ne pourront être entrepris qu'après signature d'un permis de feu par l'exploitant ou par la personne nommément désignée.

Ces travaux ne pourront être réalisés qu'en respectant les règles établies par l'exploitant dans une consigne particulière précisant les moyennes de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux ainsi que les moyens de contrôle de l'atmosphère.

L'interdiction de fumer devra être affichée bien en évidence dans les locaux de fabrication.

10°) Plan d'Intervention

L'exploitant établira un plan interne d'intervention précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours.

VII. DISPOSITIONS PARTICULIERES

1°) Installations d'application d'apprêt – d'agent de démoulage – de peinture – de moussage

1.1. Le sol des locaux sera imperméable, incombustible et muni d'une cuvette de rétention susceptible de recueillir des liquides pouvant résulter des fuites. Cette cuvette ne sera pas reliée au réseau d'évacuation des eaux.

Les locaux adjacents devront toujours conserver une issue de dégagement indépendante.

Les portes de l'atelier ouvriront vers l'extérieur. Elles seront munies d'un rappel de fermeture autonome et ne comporteront aucun dispositif de condamnation vers l'extérieur.

Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant, la température de la paroi extérieure n'excédant pas 150°.

1.2. Chaque poste d'application d'apprêt sera équipé d'un ventilateur extracteur. Les opérations liées au moussage (mise en oeuvre de l'agent de démoulage, de la peinture de fond de moule et moussage) seront réalisées en cabines mises en dépression ; les bouches d'aspiration et les diffuseurs d'air frais seront disposés de manière à ce que les opérateurs se trouvent en permanence dans la zone ventilée.

Si la ventilation est intermittente, un dispositif de sécurité sera aménagé de manière à ce que la ventilation se mette en route dès que le dispositif mettant en oeuvre des produits inflammables est utilisé, mais qu'elle ne cesse de fonctionner que quelques minutes (3 minutes au minimum) après l'arrêt de celui-ci.

L'arrêt des ventilateurs d'extraction devra commander l'arrêt immédiat des dispositifs d'application des produits inflammables.

Les systèmes de ventilation avec extraction d'air devront permettre de maintenir en tous points une concentration en solvants inférieure au 1/4 de la limite inférieure d'explosivité.

1.3. Le matériel électrique à l'intérieur des cabines sera choisi en fonction du classement retenu au titre des zones à risque d'explosion.

Pour éviter la formation d'électricité statique, seront mis à la terre les objets métalliques à peindre, les parties métalliques de l'installation, les systèmes d'aspiration et de ventilation, les convoyeurs... . Une résistance de mises à la terre inférieure à 5 Ohms est recommandée.

1.4. L'interdiction de pénétrer avec une flamme ou de fumer ou d'introduire un objet ayant un point en ignition sera affichée en caractère très apparents à proximité de ces zones.

1.5. Les quantités de solvants, peinture ou matières premières pour le moussage présentes dans l'atelier devront être limitées et en tout état de cause ne pourront dépasser une quantité supérieure au besoin pour une journée.

1.6. Les circuits amenant les isocyanates jusqu'aux moules de moussage seront conçus pour éviter tout mélange avec un autre produit (en particulier polyols), avant la base d'injection. Les circuits seront protégés par clapet anti-retour au niveau des moules pour empêcher des retours de produit non compatibles. L'ensemble des canalisations correspondantes seront peints d'une couleur distincte de toute autre canalisation.

La cuve de 150 l capacité intermédiaire de stockage d'isocyanate en atelier devra porter en clair l'indication de son contenu.

Des consignes particulières traiteront de la vidange des canalisations ayant contenu de l'isocyanate et des précautions spécifiques à prendre avant toute réintroduction de ce produit. Les matières récupérées lors de la vidange du réseau ne pourront être recyclées vers le stockage.

1.7. Des douches et fontaines oculaires seront implantés à proximités des postes de travail utilisant l'isocyanate.

2°) Stockage d'isocyanate (MDI) et de Polyol

2.1. Les réservoirs de stockage d'isocyanate et de Polyol devront être implantés dans un local séparé du reste des installation par des murs coupe-feu de degré 2 heures autostables et des portes coupe-feu de degré 1/2 heures.

Ils seront implantés dans deux cuvettes étanches distinctes de capacité respective de 25 m3.

Les réservoirs fixes d'isocyanate devront être protégés contre les surpressions par un ou des soupapes de sécurité.

Aucun autre produit inflammables ne devra être stocké dans ce local.

2.2. Les canalisation de dépotage devront être de dimension différentes, clairement repérées et si possible suffisamment éloignées l'une de l'autre pour éviter toute erreur lors du déchargement.

Le dépotage de l'isocyanate et le déchargement de fûts de ce produit devront être réalisés sous-couvert, à l'abri de la pluie, sur rétention étanche de capacité minimale 2 m3.

2.3. En cas d'utilisation d'azote ou d'autre fluide lors de l'opération de remplissage des réservoirs d'isocyanate, il conviendra de se garantir contre la présence d'eau ou de contamination par des produits ayant des hydrogènes actifs dans leur molécules (alcools, acides, en particulier).

2.4. Des réserves de décontaminant destiné à neutraliser l'isocyanate devront être disponibles à proximité du local et du lieu d'emploi. Cette neutralisation ne pourra être effectuée que récipient ouvert en un lieu bien ventilé.

2.5. Le système de sprinckler implanté dans le local de stockage devra être de type déluge. Des extincteur à poudre ou autres produits adaptés au MDI seront disponibles à proximité du stockage.

VIII CONTROLES

1°) Principes généraux

Indépendamment des contrôles périodiques que l'exploitant pratiquera pour s'assurer de la conformité de ses installations aux dispositions du présent arrêté, l'I.I.C pourra demander des contrôles particuliers concernant les rejets dans l'air, l'eau, les émissions acoustiques.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

2°) Contrôle des conditions d'élimination des déchets

L'exploitant transmettra à l'I.I.C un récapitulatif des opérations effectuées au cours de l'année précédente relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe IV 1, IV 2, IV 3, IV 4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1988.

3°) Contrôle de la qualité des eaux souterraines !

L'exploitant fera réaliser au moins annuellement des prélèvements, conformément aux règles de l'art sur le piézomètre de son établissement. Les paramètres suivants seront contrôlés :

- D C O,
- hydrocarbures totaux.
- dichlorométhane
- trichloroéthane
- alcools et cétones
- B.T.X.

4°) Contrôle des Emissions à l'atmosphère

Dans le cadre de l'établissement annuel du Bilan prévu au paragraphe II 4, l'exploitant fera réaliser une fois par an une analyse des émissions en provenance des cabines de moussage.

5°) Transmission des résultats

L'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées dans le mois suivant l'obtention des résultats, les informations concernant la qualité de l'eau souterraine et avant fin février le récapitulatif déchets et le bilan solvant de l'année précédente.

IX DISPOSITIONS DIVERSES

Article 1 – Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L. 231-2 de ce même code.

Article 2 – La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 3 – Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 4 – En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet du HAUT-RHIN dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 5 – L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 6 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 – La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie, etc...).

Article 8 – Le Secrétariat Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E) chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instruction et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.



Pour ampliation,
pour le Préfet,
et par délégation,
l'Adjoint au Chef de Bureau

Dominique RENGIER

Fait à COLMAR, le 19 AGUT 1993

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.